

**ACCORD-CADRE RELATIF A LA FOURNITURE,
L'INSTALLATION, LE SUPPORT ET LA
MAINTENANCE DE SYSTEMES DE SECURITE
INFORMATIQUE DU MUSEE DU QUAI BRANLY -
JACQUES CHIRAC**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)**

Table des matières

1.	PRESENTATION DE L'ACCORD CADRE	4
1.1	PRESENTATION GENERALE	4
1.2	DIVERSITE – EGALITE DANS LES MARCHES PUBLICS	4
1.3	OBJET DE L'ACCORD CADRE	5
2.	MONTANT ET FORME DE L'ACCORD-CADRE	5
3.	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
4.	LIEU D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	6
5.	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE	6
6.	INTERVENANTS DE L'ACCORD CADRE	6
6.1	TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE	6
6.2	CONDUITE DE L'ACCORD-CADRE	7
6.3	EXPLOITANT	7
6.4	SOUS-TRAITANCE	7
6.5	COTRAITANCE	8
7.	PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS	8
8.	POLITIQUE DE SECURITE DU NUMERIQUE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
9.	PROPRIETE INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE	8
9.1	DROIT D'UTILISATION DES RESULTATS	8
9.2	RESTITUTION DES SUPPORTS AYANT SERVI A REALISER LA PRESTATION	9
10.	OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	9
11.	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
11.1	CONDITIONS GENERALES	10
11.1.1	Responsabilité des titulaires vis-à-vis de son personnel	10
11.1.2	Modalités d'accès et de circulation du personnel	10
11.2	CONFIDENTIALITE	10
12.	EXECUTION DES PRESTATIONS : DELAI ET CONSTATATION	11
13.	MODALITES D'EMISSION ET D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	11
13.1	FORMULATION DE PROPOSITION FINANCIERE	11
13.2	EMISSION DES BONS DE COMMANDES	12
14.	DISPOSITIONS FINANCIERES	13
14.1	FORME DES PRIX	13
14.2	DATE D'ETABLISSEMENT DES PRIX ET VARIATION DANS LES PRIX	13
14.2.1	Variation des prix du bordereau des prix unitaires	13
14.2.2	Variation des prix du(des) catalogue(s)	14
14.3	CONTENU DES PRIX	14
14.4	PROMOTIONS	15
14.5	PRIX ADDITIFS	15
14.6	APPLICATION DE LA TVA	15
15.	MODALITES DE REGLEMENT	15
15.1	AVANCE	15

15.2	REGLEMENT DES PRESTATIONS	15
15.3	ENVOI DES FACTURES	16
15.4	DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES	16
16.	PENALITES	16
16.1	RETENUE PROVISOIRE POUR NON PRODUCTION DE L'ATTESTATION D'ASSURANCE ET POUR NON PRODUCTION DES ATTESTATIONS SOCIALES ET FISCALES	17
16.2	PENALITES DE RETARD DE LIVRAISON	17
16.3	PENALITE POUR NON REMISE DE PROPOSITION DANS LE DELAI IMPARTI	17
16.4	PENALITE POUR RETARD DANS LE CADRE DE LA MAINTENANCE	17
16.5	RETENUE PROVISOIRE POUR NON REMISE DE LA DOCUMENTATION	17
16.6	PENALITE POUR ABSENCE AUX REUNIONS PROGRAMMEES	17
16.7	CONDITIONS D'APPLICATION DES PENALITES	17
17.	EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	18
18.	RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	18
19.	ASSURANCES	18
19.1	JUSTIFICATIONS	18
19.2	RESPONSABILITE DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE SES INTERVENANTS	18
20.	TRANSMISSION DES ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES	18
21.	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	20
21.1	DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNES A CARACTERE PERSONNEL	20
21.2	RESPONSABILITE DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE SES INTERVENANTS	21
21.3	OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-A-VIS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT	21
21.4	DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES	22
21.5	EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES	22
21.6	NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	22
21.7	MESURES DE SECURITE	22
21.8	DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNES	23
21.9	REGISTRE DES CATEGORIES D'ACTIVITES DE TRAITEMENT	23
21.10	DOCUMENTATION	23
21.11	OPPOSABILITE	23
22.	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	23
23.	GARANTIE DE PERENNITE - REVERSABILITE	24
24.	REGLEMENTS DES DIFFERENDS	24
25.	DEROGATIONS AU CCAG TIC	24

1. PRESENTATION DE L'ACCORD CADRE

1.1 PRESENTATION GENERALE

Etablissement public à caractère administratif, le musée du quai Branly - Jacques Chirac a pour mission de donner leur juste place, dans les institutions muséographiques et scientifiques françaises, aux collections nationales d'œuvres représentatives des arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et aux connaissances scientifiques qui s'y rapportent.

Dans ce but, il conçoit, réalise et gère un ensemble culturel original à caractère muséologique et scientifique, chargé de conserver et de présenter au public des biens culturels représentatifs des arts et des civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et de développer la recherche fondamentale et appliquée, d'expertiser, de rassembler, d'enseigner, de valoriser et de diffuser les connaissances relatives à ces arts, aux sociétés et civilisations qui les ont produits ou en qui en sont héritières et de participer à l'effort national et international de préservation du patrimoine matériel et immatériel de ces sociétés. »

Il s'agit de répondre par la diversité des offres à celle des publics, de développer une pratique nouvelle des relations internationales avec les pays d'origine, de rendre accessibles des collections exceptionnelles, de proposer un centre de ressources, de recherche et de formation, de disposer d'un lieu d'expression des cultures vivantes, de permettre l'évolution du concept fondateur du projet, d'organiser un dispositif technique et administratif adapté.

Musée d'arts et de civilisation, il a une double vocation, conservation et présentation des collections d'une part, contribution à la recherche et à l'enseignement d'autre part.

1.2 DIVERSITE – EGALITE DANS LES MARCHES PUBLICS

Le Ministère de la Culture a obtenu les deux labels « Diversité » et « Égalité ». Le musée du quai Branly-Jacques Chirac est également détenteur du Label « Egalité Hommes/Femmes. À cet égard, il souhaite sensibiliser et mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables, en leur rappelant les interdictions de soumissionner relatives au non-respect des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes et aux discriminations.

Ainsi, tout opérateur économique peut se porter candidat à l'attribution d'un marché public, à l'exception toutefois des opérateurs économiques placés sous l'effet d'une interdiction de soumissionner en application des articles L2141-1 et suivants du Code de la commande publique.

Par ailleurs, la loi n°2014-873 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes dispose que :

- Ne pourront accéder aux marchés publics les employeurs qui, au 31 décembre précédant la consultation, n'auront pas engagé une négociation sur les objectifs d'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes dans l'entreprise, ainsi que sur les mesures permettant de les atteindre ;
- Sont également exclues de la commande publique les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation pénale définitive pour différentes discriminations énoncées à l'article 225-1 du code pénal, complété la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016.

A ce titre, un questionnaire en ligne proposé par le ministère de la Culture sera transmis après la notification de l'accord-cadre au titulaire.

1.3 **OBJET DE L'ACCORD CADRE**

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture, l'installation, le support et la maintenance de systèmes de sécurité informatique de l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac et des prestations associées.

L'accord-cadre permet l'acquisition de solutions de sécurité suivants :

- Pare-feu de marque CHECKPOINT ou équivalent, ainsi que de sa plateforme d'administration ;
- Gestion d'accès à privilège de marque WALLIX ou équivalent ;
- Répartition de charge et reverse Proxy et WAF de marque F5 ou équivalent.
- Protection de type EDR/MDR de marque Sophos ou équivalent.
- Proxy de marque Zscaler ou équivalent.
- Coffre-fort Numérique et de mot de passe de marque LockSelf ou équivalent.
- Authentification multi facteur

Les solutions proposées devront être totalement compatibles avec les solutions existantes.

Dans le cadre du présent accord-cadre, le musée du quai Branly - Jacques Chirac pourra également commander au titulaire des prestations associées de services, de maintenance et de support.

L'accord-cadre permet également l'acquisition de prestations, d'investigation et de réponse à incident en cas notamment de cyberattaque.

Le détail des prestations attendues est fait dans le cahier des clauses techniques particulières.

2. MONTANT ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est mono-attributaire, non alloti, et conclu à prix unitaires, dont les prix sont issus du bordereau des prix unitaires (BPU) présenté en annexe 1 de l'acte d'engagement et/ou dans le(s) catalogue(s) du titulaire, en annexe 2 de l'acte d'engagement.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum de 1 600 000 € HT sur toute sa durée, reconductions comprises.

3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il pourra être reconduit trois (3) fois pour la même durée par décision tacite de la personne publique.

Le cas échéant, la personne publique prendra par écrit la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre 3 mois au moins avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre au titulaire. En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Le titulaire ne pourra pas refuser les reconductions.

Cette durée est appréciée à compter de la date de notification au titulaire. Cette date sera communiquée par l'envoi d'un courriel avec accusé de réception à l'ensemble des opérateurs économiques retenus.

En application de l'article L2125-1 du Code de la commande publique, la durée totale de l'accord-cadre ne pourra dépasser quatre (4) ans.

Les bons de commandes émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre peuvent s'exécuter au-delà, jusqu'à admission des prestations faisant l'objet du bon de commande dans une limite de trois mois.

4. LIEU D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Les prestations ainsi que les matériels et logiciels seront réalisées au musée du quai Branly – Jacques Chirac – 222 rue de l'Université 75007 PARIS.

Des prestations pourront potentiellement être demandées sur les sites suivants :

- Entrepôt du musée du quai Branly - Jacques Chirac situé à Morangis, 27-29 rue Gustave Eiffel, 91420 MORANGIS ;
- Pavillon des Sessions du musée du Louvre, Musée du Louvre, 75001 PARIS

L'Etablissement se réserve la possibilité de communiquer au titulaire de l'accord-cadre tout autre site situé en région Ile-de-France où les prestations pourront avoir lieu.

5. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE

Les dispositions de l'article 7.1 du CCAG-TIC sont applicables.

Par dérogation aux dispositions de l'article 7.2 du CCAG-TIC, en cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant, sauf si ces dispositions sont moins protectrices de l'environnement.

6. INTERVENANTS DE L'ACCORD CADRE

6.1 TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE

Le titulaire ou les membres du groupement désignés à l'article 1 de l'acte d'engagement de l'accord-cadre ayant en charge la réalisation des prestations sont désignés dans le présent CCAP sous le nom « le titulaire ».

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;

- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

Conformément à l'article R.2194-6 2° du code de la commande publique, le titulaire doit informer et remettre à l'établissement l'ensemble des pièces justificatives lorsque le titulaire souhaite obtenir l'accord préalable au transfert de son marché au titre d'une opération de restructuration dans les conditions autorisées par la commande publique. Si ce dernier n'apporte pas les éléments de justification de la restructuration ou informe tardivement le musée de sa nouvelle situation à l'appui des pièces justificatives, l'établissement se réserve le droit de résilier le marché au tort du titulaire.

6.2 CONDUITE DE L'ACCORD-CADRE

Le responsable du service des systèmes d'informations, au sein de la direction des moyens techniques et de la sécurité (DMTS) du musée du quai Branly – Jacques Chirac, est chargé du suivi et de la conduite de l'accord-cadre.

6.3 EXPLOITANT

L'exploitation des serveurs et de l'infrastructure informatique est assurée principalement par le musée du quai Branly – Jacques Chirac. Le titulaire du marché « contrat-multiservices qui sera désigné dans le présent CCAP sous le terme « l'exploitant CMS ».

6.4 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire sous-traite les prestations dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la commande publique **et** aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

La sous-traitance totale est interdite.

Si la demande d'acceptation et d'agrément n'a pas été faite au moment du dépôt de l'offre pour l'attribution de l'accord-cadre, elle pourra avoir lieu à tout moment pendant la durée de l'accord-cadre à condition d'avoir obtenu du musée du quai Branly – Jacques Chirac l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, sur présentation de la déclaration de sous-traitance à la personne publique (*formulaire DC4 joint au présent DCE*) dans les conditions définies à l'article 3.6 du CCAG-TIC.

Le sous-traitant accepté et agréé est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution, par la personne publique lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 euros TTC.

Le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du présent accord-cadre, y compris celles qui sont sous-traitées.

En tout état de cause, la déclaration de sous-traitance doit être adressée à la personne publique avant tout début d'intervention du sous-traitant. Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire dans les conditions de l'article 45 du CCAG-TIC.

6.5 COTRAITANCE

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG-TIC sont applicables. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur jusqu'à la date d'expiration de l'accord-cadre, à laquelle ces obligations prennent fin et jusqu'à l'exécution complète des bons de commandes pris en application de l'accord-cadre.

7. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1 : le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
 - Annexe 2 : le(s) catalogue(s) du titulaire ;
 - Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
 - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
 - Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106875A) ;
 - L'offre technique du titulaire ;
 - Le Plan d'assurance Sécurité.

8. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE

En complément du chapitre 7 du CCAG/TIC, les dispositions suivantes seront applicables :

8.1 Droit d'utilisation des résultats

Le titulaire accorde au titre du présent article et en contrepartie des prix prévus au présent accord-cadre, au musée du quai Branly - Jacques Chirac et à l'exploitant CMS, prestataire du musée, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers de l'accord-cadre et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre de l'accord-cadre, à savoir pour les besoins de la fourniture, l'installation, le support et la maintenance de systèmes de sécurité informatique de l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac et des prestations associées prévues au présent accord-cadre.

8.2 Restitution des supports ayant servi à réaliser la prestation

Le titulaire doit restituer à l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac, sur simple demande, les supports ayant servi à réaliser les prestations. C'est notamment le cas des plans, études, rapports, croquis, prototypes, échantillons, fichiers numériques, utilisés par le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants pour l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire ne pourra utiliser, à d'autres fins que celles de l'exécution du présent accord-cadre, les documents qui lui auront été confiés par l'établissement public ou par l'exploitant CMS. Le titulaire de l'accord-cadre n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle d'aucune sorte, du fait de l'exécution des prestations prévues au présent marché lorsque les créations ont été réalisées ou fournies par l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac ou l'exploitant CMS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, qu'il y ait ou non faute du titulaire, cette restitution a lieu au plus tard à la date de prise d'effet de la décision de résiliation.

9. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations à fournir. À ce titre, il est responsable notamment de la définition et de la coordination des moyens qu'il doit mettre en œuvre, du respect des dispositifs méthodologiques présentés au présent CCAP et au CCTP.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations de l'accord-cadre, de conseiller le musée, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir, et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser.

En particulier, en cas de difficultés susceptibles d'entraîner un retard dans l'exécution des prestations ou d'abaisser la qualité de service, le titulaire s'engage à informer immédiatement le musée et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour y remédier.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du musée reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'Art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément de prix.

Le titulaire s'engage :

- à exécuter les prestations dans les règles de l'art, et dans les meilleures conditions de sécurité des biens et des personnes,
- à se conformer aux moyens qu'il aura notamment prévus dans son mémoire technique, et qui auront été approuvés par la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre ou à ceux qui auront été déterminés lors des réunions préparatoires. Dans le cas où il les modifierait, il en aviserait la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre et le responsable scientifique concerné. Toute modification devra obtenir un accord préalable écrit du musée avant sa mise en œuvre,
- à respecter les conditions d'exécution fixées lors des réunions préparatoires ci-dessus,
- à prévoir les protections nécessaires contre toutes détériorations des biens.

Avant tout début d'exécution des prestations, le titulaire sera réputé avoir pris pleine et entière connaissance de tous les éléments en relation avec l'exécution des prestations, et d'avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et sujétions.

En conséquence, il devra solliciter toute information complémentaire dont il ressentirait le besoin avant d'engager les opérations.

10. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 CONDITIONS GENERALES

Le titulaire exerce ses fonctions pour le compte de l'établissement public en liaison avec celui-ci.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès de l'établissement public, compte tenu de la nature et du domaine d'intervention qui lui sont confiés par le présent accord-cadre. Il doit mettre en garde l'établissement public contre d'éventuelles conséquences néfastes des dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance tout au long de sa mission.

Pour l'exécution de sa mission, le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions de travail organisées par l'établissement public dès lors que des questions le concernant y seront abordées. Pour enrichir leurs informations, les titulaires peuvent proposer des réunions et des rencontres avec les responsables techniques.

L'exécution de certaines prestations pourra être précédée de réunions préparatoires faisant l'objet de comptes rendus adressés au titulaire pour prise en compte des dispositions indiquées. Au cours de ces réunions seront notamment examinés les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation des prestations.

10.1.1 RESPONSABILITE DES TITULAIRES VIS-A-VIS DE SON PERSONNEL

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

De même, les dégâts de toute nature produits à l'occasion de son intervention sur le site du musée du quai Branly-Jacques Chirac concernés par le présent accord-cadre seront à sa charge. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des prestations, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

10.1.2 MODALITES D'ACCES ET DE CIRCULATION DU PERSONNEL

Le titulaire est soumis au règlement intérieur du musée du quai Branly-Jacques Chirac, et en particulier aux règles d'accès et de circulation et de sécurité.

10.2 CONFIDENTIALITE

Conformément à l'article 5 du CCAG-TIC, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à tout tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Il est entendu que ces obligations s'appliquent à chaque titulaire de l'accord-cadre, aux cotraitants le cas échéant, aux sous-traitants éventuels et à chacun de leur préposé à titre personnel.

Par dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG-TIC en cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties à l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 50 du CCAG-TIC le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate de l'accord-cadre dont il est titulaire, sans préavis, ni indemnité.

11. EXECUTION DES PRESTATIONS : DELAI ET CONSTATATION

Les prestations du présent marché sont réputées vérifiées et admises après certification du service fait par le pouvoir adjudicateur.

Pour les services, la certification s'effectue par la signature d'un document mentionnant le numéro d'engagement, l'intitulé de la commande et l'état d'avancement partiel ou total des prestations à payer au titulaire. Ce document doit être signé par le titulaire et contresigné par le responsable d'opération du pouvoir adjudicateur.

Pour le matériel et les logiciels, la certification est directement réalisée par le responsable d'opération du pouvoir adjudicateur sans action particulières du titulaire. Le paiement vaut alors reconnaissance de la bonne réception des matériels et logiciels.

12. MODALITES D'EMISSION ET D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

12.1 FORMULATION DE PROPOSITION FINANCIERE

La personne publique adresse par courriel au titulaire une demande de proposition financière définissant les caractéristiques de la fourniture ou prestation souhaitée.

Le titulaire établit et transmet une proposition par courriel accompagné d'un accusé de réception.

Pour une fourniture de matériel, ce délai est de 48h. Pour les autres prestations (type logiciels sur catalogue, ...), autres que les prestations exécutées dans le cadre de la garantie, ce délai est d'une semaine. Le non-respect par le titulaire de ces délais entraînera les pénalités fixées à l'article 15.3 « Non-remise de la proposition dans le délai imparti » du présent CCAP. Le titulaire s'engage à respecter les termes de la proposition fournie.

La proposition référencée et datée comportera les éléments suivants :

- L'en-tête du titulaire ;
- Un descriptif des produits proposés (marque, appellation commerciale et référence du modèle, composants essentiels, options comprises, numéro de version majeure pour un logiciel) que le titulaire peut enrichir d'un commentaire (technique, économique, organisationnel...), dans le cadre de sa mission de conseil avant-vente ;
- Les quantités prises en compte et le détail des prix appliqués conformément aux prix figurant sur le BPU et/ou le catalogue du Titulaire, en faisant apparaître le taux de remise figurant dans l'acte d'engagement et, le cas échéant, le taux de remise supplémentaire ;
- Les délais de livraison dans le respect des engagements de délais du titulaire décrits dans le mémoire technique remis à l'appui de son offre ;
- Le montant total hors taxes ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC.

Le pouvoir adjudicateur pourra établir un bon de commande visant les produits qu'il décide en définitive d'acquérir, avec les quantités qui lui conviennent selon les prix de l'accord-cadre. Il précise explicitement dans le bon de commande, outre les mentions obligatoires énumérées à l'article 12.2 ci-après, toute information présente dans la proposition et indispensable pour identifier sans ambiguïté les produits achetés.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif lui permettant de s'assurer du respect par le titulaire des tarifs publics des fabricants, et ce à chaque proposition.

12.2 EMISSION DES BONS DE COMMANDES

Les bons de commandes sont émis par le pouvoir adjudicateur, et établis sur la base des prix unitaires figurant dans le bordereau de prix unitaires joint en annexe n°1 à l'acte d'engagement.

Chaque bon de commande précise la nature des prestations commandées et fixe les durées et dates auxquelles les prestations devront obligatoirement être exécutées.

Les bons de commandes peuvent être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Ces bons de commande sont émis par le musée du quai Branly – Jacques Chirac par tout moyen faisant foi.

Pour toute commande du musée du quai Branly – Jacques Chirac, le titulaire accuse réception. Cet accusé de réception de commande vaut engagement du titulaire à fournir les prestations commandées.

Par dérogation à l'article 3.7.2 au CCAG-TIC lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier par courriel au pouvoir adjudicateur, dans un délai de 24 heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Les modifications notifiées sous 24 heures donnent lieu à l'émission d'un nouveau bon de commande si le représentant du pouvoir adjudicateur a approuvé les modifications proposées par le titulaire. In fine, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés. Ce délai de 24 heures ne s'applique pas aux commandes présentant un caractère urgent et devant s'exécuter dans un délai plus réduit indiqué au bon de commande.

Chaque bon de commande comportera les renseignements suivants :

- la référence de l'accord-cadre,
- le numéro du bon de commande,
- la désignation des prestations,
- les prix unitaires, références des produits indiqués dans le BPU ou des devis présentés conformément au BPU, et les quantités à exécuter,
- le délai d'exécution des prestations,
- le montant total hors taxes,
- les taux et les montants de TVA applicables,
- le montant total TTC.

Le délai d'exécution de chacune des prestations est celui indiqué sur le bon de commande. Si la prestation concerne une fourniture sur catalogue, le délai de livraison par défaut est de deux (2) semaines, sauf spécifications différentes du bon de commande.

13. DISPOSITIONS FINANCIERES

13.1 FORME DES PRIX

Les prix sont révisables.

13.2 DATE D'ETABLISSEMENT DES PRIX ET VARIATION DANS LES PRIX

13.2.1 VARIATION DES PRIX DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « M₀ » indiqué dans l'acte d'engagement. Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis selon les conditions économiques en vigueur à ce mois.

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution de l'accord-cadre.

Les prix sont révisables à chaque date anniversaire de l'accord-cadre selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,20 + 0,15 \text{ ICHTrevTS/ICHTREVTS}_0 + 0,45 \text{ INS/INS}_0 + 0,20 \text{ FSD1/FSD1}_0)$$

Formule dans laquelle :

- P = prix révisé HT
- P₀ = prix initial HT
- ICHTrevTS = dernier indice mensuel connu du coût horaire du travail, tous salariés, des activités spécialisées, scientifiques, techniques à la date anniversaire de l'accord-cadre, publié sur le site de l'INSEE
- ICHTrevTS₀ = indice mensuel du coût horaire du travail, tous salariés, charges, des activités spécialisées, scientifiques, techniques du mois m₀, publié sur le site de l'INSEE
- INS - 010766603 = dernier indice mensuel connu des prix de vente des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Prix de marché – CPF 80.20 – services de système de sécurité – Base 2021 du mois m₀, publié sur le site de l'INSEE
- INS₀ - Série n°010766603 = indice mensuel des prix de vente des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Prix de marché – CPF 80.20 – services de système de sécurité – Base 2021 du mois m₀, publié sur le site de l'INSEE
- FSD1 = dernier indice mensuel connu des frais et services divers modèle de référence 1, à la date anniversaire de l'accord-cadre, publié sur le site de l'INSEE
- FSD1₀ = indice mensuel des frais et services divers modèle de référence 1 du mois m₀, publié sur le site de l'INSEE

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les prix du BPU actualisés devront prévoir la règle de l'arrondi.

13.2.2 VARIATION DES PRIX DU(DES) CATALOGUE(S)

Les prix du (des) catalogue(s) sont ajustables par ajustement en fonction des nouveaux tarifs publics. Le titulaire remettra à cet effet son nouveau catalogue sur support électronique ou par voie électronique.

Les prix catalogue seront ajustables à chaque modification tarifaire des prix publics, à la baisse ou à la hausse par référence aux prix unitaires de vente applicables à l'ensemble de la clientèle du titulaire.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à faire parvenir au musée du quai Branly - Jacques Chirac, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel avec accusé de réception ses nouveaux tarifs avec un préavis d'un (1) mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

La remise initialement consentie par le titulaire s'applique alors sur ces nouveaux tarifs.

Ce taux de remise applicable sur l'ensemble du ou des catalogue(s) du titulaire est ferme pour toute la durée de l'accord-cadre.

13.3 CONTENU DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-TIC les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les prix des droits de propriété intellectuelle, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations notamment les frais de location ou d'acquisition du matériel de manutention et l'outillage, les frais d'emballage et de protection des éléments, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

De plus, ils comprennent également la garantie et le suivi de maintenance sur site pendant et hors des périodes de garantie des matériels acquis, l'assistance téléphonique afférente aux équipements livrés, le support avant-vente et le prêt de matériel (le cas échéant), la documentation en langue française.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre notamment les sujétions particulières ci-après :

- Le titulaire devra, sans pouvoir demander aucune indemnité ou augmentation du prix souscrit se conformer aux instructions qui lui seront données par le pouvoir adjudicateur en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie de son personnel, l'emplacement et le dépôt momentanée des livraisons ;
- Le titulaire supportera, sans indemnité ni augmentation du prix souscrit, les interruptions du travail nécessitées par les besoins du fonctionnement ou d'exploitation du pouvoir adjudicateur dans lequel s'effectuent les prestations et prendra toutes les mesures qui lui seront indiquées pour ne pas gêner les services.

13.4 PROMOTIONS

Suite à la commande de fournitures et/ou de services, si le titulaire fait bénéficier le pouvoir adjudicateur d'une promotion, il doit indiquer sur la facture le pourcentage de remise applicable aux prix unitaires de l'accord-cadre et consécutifs à sa promotion.

Si le titulaire de l'accord-cadre peut faire bénéficier le pouvoir adjudicateur de promotions exceptionnelles sur les fournitures et services objet de l'accord-cadre pour une durée limitée, il informe celui-ci sans délai de cette possibilité et des tarifs proposés.

13.5 PRIX ADDITIFS

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-TIC, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant, des prix nouveaux pendant l'exécution de l'accord-cadre ne figurant pas dans le bordereau de prix unitaires initial pourront être incorporés au BPU après acceptation du pouvoir adjudicateur. Toutefois, le montant total de ces nouveaux prix, appelés additifs ne pourra dépasser 5% du montant maximum du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse où, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, une ligne du BPU venait à perdre sa raison d'être en raison de la disparition du besoin ou de l'arrêt de la commercialisation du produit, le prix associé à cette ligne pourra être supprimé ou remplacé. Cette opération sera réalisée dans la limite des 5% du montant maximum de l'accord-cadre prévus ci-dessus.

13.6 APPLICATION DE LA TVA

Les prix du présent accord-cadre sont assujettis au taux en vigueur à la date du fait générateur.

14. MODALITES DE REGLEMENT

14.1 AVANCE

En application des dispositions de l'article R 2191-3 et -4 du Code de la commande publique, le musée accorde une avance lorsque le montant d'un bon de commande est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Dans les cas où elle n'est pas obligatoire, la possibilité de recourir à l'avance sera précisée sur le bon de commande.

Les modalités de calcul de l'avance seront précisées dans chaque bon de commande.

14.2 REGLEMENT DES PRESTATIONS

Chaque facture devra se rapporter à un seul bon de commande. Si un bon de commande peut donner lieu à plusieurs factures notamment si la prestation a une durée supérieure à un mois, des acomptes mensuels seront versés au titulaire en fonction de l'avancement des prestations. Une facture ne peut pas regrouper tout ou partie de plusieurs bons de commande.

14.3 ENVOI DES FACTURES

Le titulaire déposera obligatoirement ses factures sur Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) en utilisant les données suivantes :

- Le SIRET du musée du quai Branly – Jacques Chirac : 18009214000037
- Le n° d'engagement de la dépense : au format EAAAA000XXXX
- Le Code service : SFACT

Ce service est entièrement gratuit. Chaque titulaire dispose à ses frais d'un ordinateur équipé d'un navigateur web et d'un accès au réseau internet.

Chaque facture portera les mentions légales obligatoires :

- La date d'émission de la facture,
- La numérotation de la facture,
- La date de réalisation de la prestation,
- L'identité du titulaire,
- L'identité de l'acheteur,
- Le numéro individuel d'identification à la TVA du titulaire et de l'acheteur,
- La désignation de la prestation,
- Le montant HT de la facture,
- Le (s) taux de TVA, le montant total de TVA
- Le montant TTC de la facture.
- Les références de l'accord-cadre,

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif supplémentaire qu'elle estimera nécessaire au règlement des comptes.

14.4 DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

L'accord-cadre est financé sur le budget du pouvoir adjudicateur. Le paiement des factures/acomptes et du solde sera effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal. Le délai global de paiement est fixé à trente jours à compter de la réception de la facture le pouvoir adjudicateur. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points et de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1^{er} jour de retard.

15. PENALITES

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-TIC, les prestations non conformes à l'accord-cadre donneront lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies ci-après. Le montant des pénalités est fixé pour la durée de l'accord-cadre. Toutes les pénalités sont cumulables entre elles et hors du champ d'application de la TVA. Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le cumul des pénalités ne pourra dépasser 30% du montant du bon de commande concerné par la ou les non-conformités.

L'application des pénalités fera l'objet d'une mise en demeure dans les conditions prévues à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, aucune exonération de pénalités n'est prévue pour le présent accord-cadre.

15.1 RETENUE PROVISOIRE POUR NON PRODUCTION DE L'ATTESTATION D'ASSURANCE ET POUR NON PRODUCTION DES ATTESTATIONS SOCIALES ET FISCALES

En cas de non production de l'attestation d'assurance prévue à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent CCAP et des attestations sociales et fiscales prévues à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent CCAP, une retenue provisoire de 200 (deux cents) euros par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire ; cette somme sera reversée au titulaire sur la facture qui suivra la réception du document par le musée du quai Branly - Jacques Chirac.

15.2 PENALITES DE RETARD DE LIVRAISON

Lorsque les délais de livraison indiqués sur un bon de commande sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité de 200 (deux cents) euros par jour calendaire de retard.

15.3 PENALITE POUR NON REMISE DE PROPOSITION DANS LE DELAI IMPARTI

La non remise du devis telle que prévue à l'article 12.2 du présent CCAP implique, une pénalité forfaitaire de cinquante (50) euros par proposition non remise dans les délais.

15.4 PENALITE POUR RETARD DANS LE CADRE DE LA MAINTENANCE

En cas de dépassement des délais d'intervention et de corrections indiqués sur un bon de commande ou dans le mémoire technique, le titulaire encourt une pénalité égale à cinq cents (500) euros par jour calendaire de retard.

15.5 RETENUE PROVISOIRE POUR NON REMISE DE LA DOCUMENTATION

En cas de non remise de la documentation dans les délais exigés, une retenue provisoire de 500 (cinq cents) euros sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Cette somme sera reversée au titulaire dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception du document par le pouvoir adjudicateur.

15.6 PENALITE POUR ABSENCE AUX REUNIONS PROGRAMMEES

En cas d'absence non motivée aux réunions auxquels le titulaire est dûment convoqué par le pouvoir adjudicateur, une pénalité égale à 150 (cent cinquante) euros par absence sera appliquée.

15.7 CONDITIONS D'APPLICATION DES PENALITES

Les événements et incidents générant les pénalités énumérées ci-dessus sont censés être imputables au titulaire à charge pour celui-ci d'apporter la preuve du contraire.

16. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 54 du CCAG-TIC s'appliquent.

17. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Les dispositions du chapitre 8 du CCAG-TIC sont applicables.

18. ASSURANCES

18.1 JUSTIFICATIONS

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra remettre au représentant du pouvoir adjudicateur un exemplaire de la police souscrite contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes de l'accord-cadre à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

L'attestation d'assurance devra être déposée par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, par le pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com/fr/>

En cas de difficultés dans le dépôt des documents, il est possible de contacter le service juridique et des achats : marches-publics@quaibrantly.fr

18.2 RESPONSABILITE DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE SES INTERVENANTS

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congés payés, déplacements).

Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée de l'accord-cadre est entièrement prise en charge par le titulaire.

19. TRANSMISSION DES ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES

Le titulaire atteste sur l'honneur que les prestations nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre seront effectués par des salariés employés régulièrement au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur et particulièrement au regard des articles L.1221-10, L3243-1 et R3243-3 du Code du travail.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur, avant la notification de l'accord-cadre et, par la suite, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents visés à l'article D8222-5 du code du travail à savoir : une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ou le numéro de SIRET ;
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Si le titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, conformément aux dispositions de l'article D8222-7 du code du travail, il remet avant la notification de l'accord-cadre et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution :

- Dans tous les cas, les documents suivants :
 - Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le titulaire n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
 - Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, le titulaire doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales ;
- Lorsque l'immatriculation du titulaire à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :
 - Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;

Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Les documents et attestations énumérés ci-dessus doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

En cas de recours à des sous-traitants, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à s'assurer que le sous-traitant auquel il a recours est régulièrement immatriculé, effectue ses déclarations sociales et fiscales obligatoires et emploie régulièrement son personnel au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur. Le titulaire s'engage à produire pour

ses sous-traitants les mêmes documents que ceux qu'il est tenu de communiquer à la personne publique et selon la même fréquence.

Dans l'hypothèse où il s'avérerait que le titulaire, bien qu'ayant produit les documents visés à l'article D8222-5 du code du travail, a recours au travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, sans avoir à verser une quelconque indemnité, et ce sous réserve que le recours au travail dissimulé soit avéré. A défaut pour le titulaire d'avoir mis fin aux pratiques litigieuses dans un délai de huit jours calendaires après réception d'une mise en demeure adressée par le pouvoir adjudicateur et d'en avoir justifié, ou d'avoir fourni toutes les explications permettant de démontrer qu'il n'existe pas de travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur pourra décider de prononcer la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

En outre, par dérogation à l'article 41 du CCAG-TIC, en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R.2143-5 et R.2143-8 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail, le présent accord-cadre pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur aux torts exclusifs du titulaire sans mise en demeure préalable.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus devront être déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com/fr/>

En cas de difficultés dans le dépôt des documents, il est possible de contacter le service juridique et des achats : marches-publics@quaibranly.fr

20. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En complément de l'article 5.2 du CCAG-TIC, la personne publique et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement général sur la protection des données »).

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire, en tant que sous-traitant au sens du règlement européen précité, s'engage à effectuer pour le compte de la personne publique, responsable de traitement, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

20.1 DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre. Ce traitement de données à caractère personnel a pour finalité d'assurer la fourniture, l'installation, le support et la maintenance de systèmes de sécurité informatique de l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac et des prestations associées.

Lors de ces prestations de maintenance, le titulaire accédera aux données à caractère personnel du musée du quai Branly - Jacques Chirac et, en particulier, à des données concernant les utilisateurs des systèmes de sécurité informatique de l'établissement public internes et externes au musée (prénom, nom, adresse électronique professionnelle, direction/service d'appartenance pour les utilisateurs internes au musée, nom de la société pour les sous-traitants ou sociétés clientes du musée).

Les catégories de personnes concernées par ce traitement sont :

- Les agents du musée utilisateurs des systèmes de sécurité informatique de l'établissement public ;
- Les utilisateurs des systèmes de sécurité informatique de l'établissement public externes au musée (sous-traitants, clients du musée, particuliers).

20.2 RESPONSABILITE DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE SES INTERVENANTS

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre.

Ce traitement de données à caractère personnel a pour finalité d'assurer la fourniture, l'installation, le support et la maintenance de systèmes de sécurité informatique de l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac et des prestations associées.

Les données à caractère personnel traitées sont celles contenues et enregistrées dans les systèmes de sécurité informatique de l'établissement public, notamment les données de personnes physiques utilisatrices des systèmes de sécurité informatique de l'établissement public (nom, prénom, adresse, téléphone, adresse mail etc.).

20.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-A-VIS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités définies au point 20.1 de la présente clause ;
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant au présent CCAP. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre ;
- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité. A ce titre, le titulaire s'engage à fournir la liste des personnes ayant accès aux données à caractère personnel et à la mettre à jour en cas de changement dans un délai maximum de sept (7) jours ;
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel. Le nombre d'heure consacré à la formation des personnes autorisées à traiter ces données devra être porté à la connaissance du responsable de traitement a minima une fois par an ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Respecter les conditions de sous-traitance définies ci-après.

Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai minimum de huit (8) jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences du règlement général sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par son sous-traitant de ses obligations.

20.4 DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

20.5 EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire concerné des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : cnil@quaibranly.fr.

20.6 NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures après en avoir pris connaissance par l'envoi d'un courrier électronique à l'adresse suivante : cnil@quaibranly.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

20.7 MESURES DE SECURITE

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, accède à des données à caractère personnel, est tenu de prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles, afin de garantir la confidentialité et l'intégrité de ces données et, d'éviter, que ces informations ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Par conséquent, chaque titulaire s'interdit d'utiliser à quelque fin que soit, autre que pour la stricte exécution des prestations lui incombant au titre du présent accord-cadre, ces données.

20.8 DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNES

Le titulaire communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement général sur la protection des données.

A la date de signature de l'accord-cadre, le délégué à la protection des données de l'Etablissement est Nathalie TRZEWIK. Les coordonnées sont les suivantes : cnil@quaibranly.fr

20.9 REGISTRE DES CATEGORIES D'ACTIVITES DE TRAITEMENT

Dans certaines hypothèses mentionnées à l'article 30§2 du règlement général sur la protection des données, chaque titulaire devra tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement.

20.10 DOCUMENTATION

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable de traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

20.11 OPPOSABILITE

La présente clause est opposable à compter de la date de notification du présent accord-cadre.

21. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C 87, 1948) ;
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C 98, 1949) ;
- La convention sur le travail forcé (C 29, 1930) ;
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C 105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- La convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Par dérogation aux dispositions de l'article 6.2 du CCAG-TIC, en cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail plus favorable et/ou

plus protectrice pour les salariés en cours d'exécution de l'accord-cadre, celle-ci sera applicable directement.

Le titulaire peut demander au pouvoir adjudicateur, du fait des conditions particulières d'exécution de l'accord-cadre, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

22. GARANTIE DE PERENNITE - REVERSABILITE

En cas de résiliation ou de cessation du présent accord-cadre, que ce soit pour l'un quelconque des cas visés au chapitre VIII du CCAG-TIC ou d'arrivée du terme de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à remettre à l'Etablissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac toutes les informations, fichiers ou données ainsi que leur format détaillé qui serait requis pour permettre la poursuite de l'utilisation et la maintenance des systèmes de sécurité informatique de l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac pendant la durée nécessaire, à ce dernier, pour garantir la continuité du fonctionnement de l'ensemble de ses systèmes de sécurité informatique et lui permettre, le cas échéant, la migration vers de nouveaux logiciels.

La personne publique reconnaît qu'elle ne pourra utiliser ce code source qu'en cas de liquidation judiciaire du titulaire ou de cessation d'activité et de non reprise par un tiers et en cas d'arrivée à échéance du présent accord-cadre sans conclusion d'un nouveau accord-cadre du fait du titulaire, exclusivement pour assurer la poursuite de l'utilisation des systèmes de sécurité informatique de l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac dans les conditions susvisées.

Elle s'engage à assurer la sécurité et la confidentialité dudit code source et à ne jamais permettre à un tiers non autorisé d'y accéder.

Le titulaire recommande à la personne publique d'effectuer une copie de sauvegarde dudit code source.

La remise des codes sources ne confère à la personne publique aucun droit de propriété intellectuelle d'exploitation du logiciel, sous réserve des droits d'utilisation qui lui sont concédés.

23. REGLEMENTS DES DIFFERENDS

Les dispositions du chapitre 9 du CCAG-TIC sont applicables.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

24. DEROGATIONS AU CCAG TIC

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-TIC, le dernier article du présent CCAP ne contient pas la liste récapitulative des articles dérogeant au CCAG-TIC.

Ces dérogations sont précisées pour chaque article concerné dans le présent CCAP.